

BOAD

DEVELOPMENT DAYS

Le financement de la transition énergétique et de l'agriculture durable : Défis, opportunités et solutions

JEUDI 12 & VENDREDI 13 JUIN 2025 | LOMÉ, HÔTEL 2 FÉVRIER

N°083

Vendredi 30 mai 2025

PRIX DE VENTE : 300 F CFA



IMAGINE

DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE



Pour sécuriser votre propriété, géoréférez vos titres fonciers antérieurs à 2007

Rendez-vous vite aux services du cadastre de l'OTR (à Lomé ou dans les régions) pour le géoréférencement et la mise à jour de votre titre foncier.

35.000 FCFA

Frais unique par dossier

Payable au guichet de l'OTR

8201

POUR TOUTES INFORMATIONS

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg

ECO & FINANCE

ASKY : 15 ans au service du transport aérien en Afrique



“

Nous connectons l'Afrique à elle-même

PP. 3 & 4

Entretien avec **Martial Daté Tevi-Bénissan**, Directeur Commercial de la Compagnie Aérienne ASKY



20E FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

Réservation des stands exclusivement en ligne jusqu'au 31 août





ISUZU : Des camions poids légers, « taillés pour l'Afrique » disponibles chez Diwa International

P. 7

ECO ET FINANCE

La BRVM et Africa 50 s'allient pour soutenir le développement des infrastructures dans l'UEMOA

P. 5



DIPLOMATIE

Lomé accueille la troisième conférence ministérielle de l'Alliance Politique Africaine

P. 2

ECO & FINANCE

La CEDEAO a 50 ans : la BIDC célèbre l'événement

P. 6



ECO-FINANCE

LIVRE BLANC 2024

Les recommandations de L'AGET pour dynamiser le tourisme

P. 6

Lomé accueille la troisième conférence ministérielle de l'Alliance Politique Africaine

Le 2 juin 2025, Lomé accueillera la troisième conférence ministérielle de l'Alliance Politique Africaine (APA), autour du thème : « *Place de l'Afrique dans un monde en mutation : enjeux d'un repositionnement stratégique et diplomatique* ».

Cette rencontre réunira ministres africains, diplomates et décideurs politiques afin de renforcer les visions communes

et d'affirmer la voix de l'Afrique sur la scène mondiale. Créée à l'initiative du Togo, l'APA est un cadre inédit de concertation rassemblant des pays issus de toutes les régions du continent. Elle vise à échanger sur les défis politiques et diplomatiques actuels, à en évaluer les perspectives, et à définir les contours d'une affirmation souveraine et ferme des positions africaines au niveau international.

Ce cadre ambitionne aussi d'examiner les enjeux liés à la renaissance africaine et au panafricanisme, ainsi que de trouver des réponses africaines aux questions de sécurité collective, de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme qui affectent le continent.

« *L'APA répond au besoin géopolitique et diplomatique pour l'Afrique de revoir qualitativement et significativement sa*



relation avec le reste du monde afin d'améliorer sa représentativité au sein des institutions multilatérales et dans la gouvernance mondiale. Il s'agit principalement de fédérer les nations

africaines, éprises des idéaux du panafricanisme et déterminées à œuvrer pour une Afrique politiquement forte, non-alignée, indépendante et agissant de façon souveraine sur la scène internationale », expliquait, en 2023, le ministre togolais des Affaires étrangères, Professeur Robert Dussey.

L'Alliance Politique Africaine a tenu sa première conférence ministérielle le 3 mai 2023 à Lomé. La deuxième s'est déroulée à Bamako le 15 mars 2024.

Emile E.

50 ans de la CEDEAO : le Togo représenté aux célébrations

(Togo Officiel) - Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a participé mercredi 28 mai à Lagos (Nigéria), à la cérémonie commémorative du cinquantième de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'événement, placé sous le thème "Plus forts ensemble pour un avenir meilleur", a réuni des dirigeants des pays membres de l'organisation, ainsi que des personnalités politiques, diplomatiques et économiques du continent, autour du leader nigérian Bola Tinubu, Président en exercice de la Conférence des

chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation. Membre fondateur et actif de la Communauté, le Togo, représenté par le Président du Conseil, a ainsi pris part à toutes les activités de cette cérémonie commémorative, notamment la réactualisation symbolique de la signature du Traité de la CEDEAO à l'Institut nigérian des affaires internationales (NIIA), lieu où a été signé le 28 mai 1975, l'acte constitutif. Pour le Togo qui abrite plusieurs institutions et entités de la Communauté (la Banque d'investissement et de développe-

ment (BIDC), l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), la Carte brune et l'Unité de préparation et de développement des projets d'infrastructures), la célébration du jubilé d'or est l'occasion de faire le bilan, d'évaluer les progrès accomplis et d'en tirer les enseignements.

Mercredi à Lomé, une conférence publique a été organisée, mettant en lumière le rêve et la philosophie des pères fondateurs de la Communauté, et le rôle joué par le Père de la Nation, Gnassingbé Eyadema dans ce sens.



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, présent parmi les chefs d'Etat et de gouvernement, le 28 mai 2025 à Abuja.

À SAVOIR

20^e Foire Internationale de Lomé : réservation des stands exclusivement en ligne jusqu'au 31 août

Tout opérateur économique souhaitant vendre, ou toute institution désirant bénéficier d'une vitrine à la 20^e Foire internationale de Lomé, doit réserver son stand exclusivement en ligne d'ici au 31 août 2025 via la plateforme dédiée : e-fil.cetef.tg

« Pour des raisons logistiques et organisationnelles, il est vivement recommandé d'effectuer les formalités d'inscription et de réservation le plus tôt possible, sous peine de ne plus avoir de place disponible », précisent les responsables du Centre Togolais des Expositions et Foires

(CETEF) dans un communiqué.

Une assistance est également disponible à la Direction générale du CETEF pour ceux qui préfèrent un accompagnement sur place.

La 20^e édition de la Foire internationale de Lomé se tiendra du 28 novembre au 14 décembre 2025 au CETEF Togo 2000.

Pour tout renseignement ou besoin d'aide, les contacts suivants sont disponibles : +228 91 20 70 70 / 99 20 70 70, e-mail : ceteflome@cetef.tg, site internet : www.cetef.tg.

Emile E.





ASKY : 15 ANS AU SERVICE DU TRANSPORT AÉRIEN EN AFRIQUE

« Nous connectons l'Afrique à elle-même »

ENTRETIEN AVEC **MARTIAL DATÉ TEVI-BÉNISSAN**, DIRECTEUR COMMERCIAL DE LA COMPAGNIE AÉRIENNE ASKY

À l'heure où le transport aérien africain cherche un nouveau souffle, ASKY poursuit son développement avec constance et ambition. Créée en 2010, la compagnie basée à Lomé s'est imposée comme un acteur clé de la connectivité régionale, avec un réseau couvrant 29 destinations dans 26 pays. Son Directeur Commercial, Martial Daté Tevi-Bénissan, nous livre sa vision d'un secteur en mutation, entre défis opérationnels, stratégie d'expansion et digitalisation au service du voyageur africain.

ASKY fête ses 15 ans cette année. Quel regard portez-vous sur ce parcours ?

C'est un anniversaire que nous célébrons avec fierté et lucidité. En 15 ans, ASKY est passée du statut de jeune compagnie régionale à celui de référence panafricaine. Nous avons traversé une période marquée par des crises, une forte concurrence, des turbulences économiques... et pourtant, nous sommes toujours là, solides, avec une activité ininterrompue. Ce parcours est d'autant plus remarquable que nous évoluons sans subventions publiques, à la différence de nombreuses compagnies de la région. Notre développement s'appuie sur une gestion rigoureuse : sélection prudente des destinations, maîtrise des coûts, optimisation de nos contrats et de notre flotte. Nous avons démarré avec deux Boeing 737-700, puis introduit des Q400 pour desservir des marchés secondaires. Aujourd'hui, nous opérons exclusivement avec une flotte homogène de Boeing 737, dont cinq B737 MAX 8, gage d'efficacité et de fiabilité.

Ce choix stratégique nous a permis d'offrir une connectivité précieuse à des villes jusqu'alors enclavées, de réduire les distances entre les pays et, surtout,

de démontrer que l'Afrique peut bâtir une compagnie solide sur ses propres ressources.

Quelle est votre stratégie pour vous différencier dans un marché perçu comme saturé ?

Le terme « saturation » reflète davantage une limitation artificielle du marché qu'un excès d'offre réelle. L'Afrique ne représente encore que 3 à 5 % du trafic aérien mondial, alors même qu'elle abrite près d'un milliard et demi d'habitants. Le potentiel de croissance est immense, mais freiné par des obstacles structurels : taxes élevées, restrictions de trafic, protectionnisme excessif, infrastructures inadaptées.

Notre stratégie repose sur trois piliers :

1. Une vision panafricaine assumée, avec la volonté de connecter les capitales entre elles sans passer par l'Europe ou le Moyen-Orient.
2. Des partenariats stratégiques solides, notamment avec Ethiopian Airlines, qui nous apporte expertise technique, accès à un vaste réseau et capacité d'innovation.
3. Une proximité réelle avec les passagers, en adaptant notre offre à leurs besoins, leurs réalités, leur pouvoir d'achat.

Nous croyons fermement que

l'avenir de l'aviation africaine passe par la collaboration entre compagnies du continent, et non par une dépendance systématique à des partenaires extérieurs. C'est pourquoi nous avons privilégié un modèle de coopération Sud-Sud.

Justement, que vous apporte concrètement le partenariat avec Ethiopian Airlines ?

Ce partenariat est un levier structurant pour ASKY. Ethiopian Airlines est aujourd'hui l'un des transporteurs les plus performants d'Afrique, reconnu pour sa ponctualité, sa qualité de service et sa capacité d'innovation. En tant qu'actionnaire stratégique, leur appui nous a permis d'élever nos standards : maintenance, formation, gestion des opérations, culture de performance, tout a été professionnalisé.

Mais ce partenariat ne se limite pas à l'opérationnel. Il nous ouvre aussi l'accès à un réseau mondial, complémentaire au nôtre. Grâce à lui, nous offrons à nos passagers une connectivité fluide au-delà de l'Afrique, tout en maintenant une forte présence régionale.

Il faut rappeler que 80 % du trafic africain est encore capté par des compagnies non africaines. Si nous voulons inverser cette



Martial Daté Tevi-Bénissan

tendance, il faut s'unir. C'est le sens de notre collaboration avec Ethiopian Airlines, mais aussi de notre engagement à former localement, à créer des écosystèmes aériens durables et intégrés.

Vous travaillez actuellement à l'installation d'un simulateur de vol à Lomé. Quelle est la finalité de ce projet ?

Ce projet est à la fois ambitieux et structurant. Il répond à un besoin critique : le manque de centres agréés de formation pour pilotes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Aujourd'hui, la plupart des compagnies africaines doivent envoyer

leurs pilotes en Europe, aux États-Unis, ou dans quelques centres comme Addis-Abeba ou Nairobi, avec des coûts très élevés et des contraintes logistiques majeures.

Nous avons décidé de créer à Lomé un centre de formation équipé d'un simulateur de vol Boeing 737. Ce centre formera non seulement nos futurs pilotes, mais sera aussi ouvert aux compagnies partenaires. C'est un projet régional, pensé pour renforcer l'autonomie du continent en matière de compétences aéronautiques.

Et ce n'est qu'un début. Nous avons également lancé un programme de formation de jeunes pilotes et de techniciens aéronautiques. Le centre de maintenance viendra compléter cet écosystème. Notre ambition est

Notre réseau / Our network



Le réseau d' ASKY

de faire de Lomé un véritable hub aérien intégré : opérationnel, technique et humain.

Vous proposez des tarifs préférentiels pour la diaspora togolaise. Quel est l'enjeu de cette initiative ?

Ce partenariat avec le ministère des Togolais de l'extérieur reflète notre volonté d'ancrer la compagnie dans la vie de nos compatriotes. Depuis 2022, les Togolais de la diaspora bénéficient d'une réduction de 12 % sur leurs billets, sous présentation d'un justificatif de résidence à l'étranger (carte consulaire ou carte de séjour). C'est une manière de faciliter leurs retours, de renforcer les liens familiaux et culturels, et de leur

permettre de voyager plus souvent vers leur pays d'origine. Ce geste est aussi une reconnaissance du soutien des autorités togolaises, qui nous accompagnent au quotidien, notamment à travers l'accès aux droits de trafic. C'est un partenariat gagnant-gagnant que nous avons déjà renouvelé à deux reprises, et que nous souhaitons voir perdurer.

Peut-on espérer une baisse des prix des billets à moyen terme ?

C'est une attente légitime, mais la réalité est complexe. Le coût d'un billet est le reflet d'un ensemble de charges souvent invisibles pour le passager : taxes aéroportuaires, redevances, frais de navigation, coûts de location des avions, distribution

via GDS, etc. Tous ces postes augmentent régulièrement, réduisant la marge de manœuvre des compagnies.

En Afrique, ces coûts sont parmi les plus élevés du monde. À cela s'ajoutent des mécanismes comme la double imposition sur certains billets, des restrictions sur les fréquences ou encore des logiques de rente chez certains fournisseurs de services. Nous militons pour une réforme en profondeur. La décision de la CEDEAO, fin 2024, de réduire de 25 % les taxes et redevances à partir de 2026 est une avancée majeure. Si elle est mise en œuvre, elle permettra aux compagnies de proposer des tarifs plus compétitifs et de stimuler la demande. Car en aviation, plus on vole, plus on optimise les coûts. C'est le principe de l'économie d'échelle.

La digitalisation est-elle un axe prioritaire chez ASKY ?

Totalement. La digitalisation est un outil stratégique, au croisement de plusieurs objectifs : amélioration de l'expérience client, réduction des coûts, durabilité environnementale. Nous investissons massivement dans nos plateformes digitales – site web, application mobile – pour permettre aux passagers de gérer l'ensemble de leur voyage de manière autonome : réservation, paiement, enregistrement, programme de fidélité, etc.

Nous avons également intégré une large gamme de moyens de paiement mobile, adaptés aux réalités de chaque pays : Orange Money, MTN, Wave, Paga, Mix by YAS, M-Pesa... Cela permet à nos clients de voyager en toute liberté, sans contrainte de monnaie physique ou de guichets physiques.

Mais pour aller plus loin, il faut que les aéroports suivent cette dynamique. Nous échangeons avec les autorités pour que les infrastructures permettent une digitalisation complète du parcours passager, avec moins de papier, plus d'automatisation, et donc plus de fluidité.

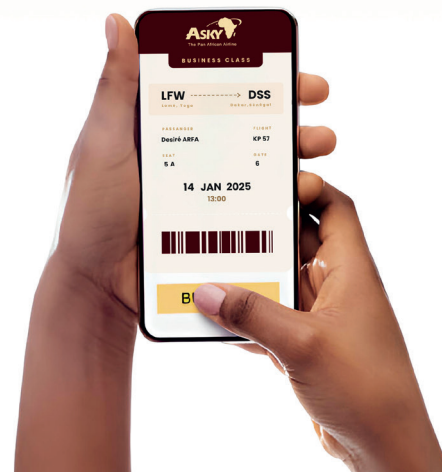
Quel regard portez-vous sur l'avenir de l'aviation en Afrique de l'Ouest et centrale ?

Je suis résolument optimiste. Le potentiel est là : démographie dynamique, urbanisation rapide, besoin croissant de mobilité. Ce qu'il faut, c'est créer un cadre propice à l'essor du secteur : fiscalité adap-

Purchase your ticket anytime, anywhere



Payment METHODS


[Google Play](#) [App Store](#)
www.flyasky.com

Divers moyens de paiement disponibles chez ASKY

tée, infrastructures modernes, concurrence saine, et surtout, volonté politique.

Nous croyons que l'Afrique peut bâtir un transport aérien durable, accessible et performant. ASKY est la preuve que c'est possible. Et nous continuerons à porter cette ambition, au service du continent et de ses ci-

toyens.

Entretien réalisé par
Joseph MB.

ASKY Go Digital

Reservez et achetez en ligne



Bénéficiez de 5kg supplémentaires et d'autres avantages pour tout enregistrement en ligne via l'Application Mobile ou le Site Internet de ASKY (www.flyasky.com)

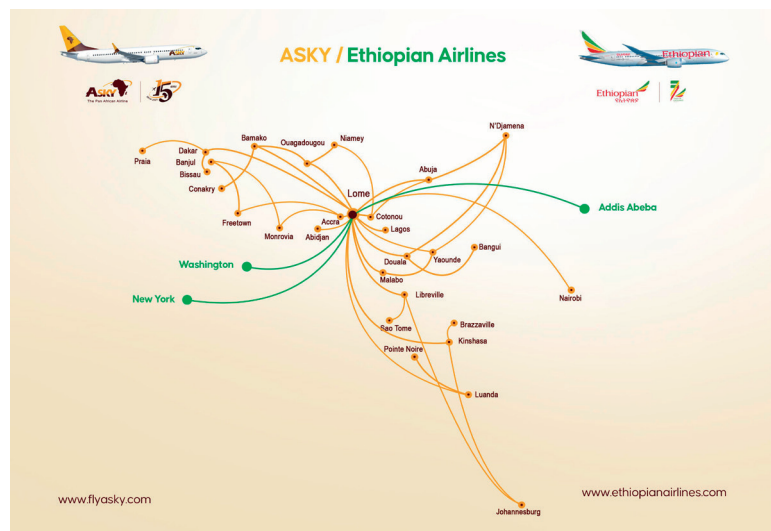
Passagers Eligibles:

Tout passagers s'enregistrant par le biais de l'Application Mobile et du Site Web au départ du réseau ASKY sans correspondance avec une autre compagnie aérienne.

Scannez moi



ASKY mise sur le numérique et invite ses passagers à privilégier l'enregistrement en ligne



Le réseau ASKY/Ethiopian Airlines

La BRVM et Africa 50 s'allient pour soutenir le développement des infrastructures dans l'UEMOA



Échange de parapheurs entre le Dr Edoh Kossi AMENOUNVE (à gauche) et Alain EBOBISSE.

Africa50, l'investisseur et gestionnaire d'actifs panafricain spécialisé dans les infrastructures, et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ont signé, le 13 mai 2025 à Abidjan, un protocole d'accord visant à mettre en place de nouvelles solutions de financement des infrastructures au sein de l'Union économique

et monétaire ouest-africaine (UEMOA), en s'appuyant sur les marchés de capitaux de la région.

Selon les explications de la BRVM, ce partenariat stratégique vise à lancer des obligations de projet axées sur les infrastructures ainsi que des instruments financiers associés, afin de mobiliser des capitaux à

long terme par l'intermédiaire de la bourse régionale, commune aux huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Les investisseurs locaux et régionaux, en particulier les fonds de pension ainsi que d'autres investisseurs institutionnels et privés, pourront participer plus directement au développement des infrastructures. L'initiative élargira également l'accès au financement pour les développeurs de projets et favorisera le développement d'infrastructures bancables dans l'ensemble de la région, assure la BRVM.

Pour Alain Ebobissé, directeur général d'Africa50, « Les besoins en infrastructures de l'Afrique ne peuvent pas être résolus par les capitaux seuls ; ils nécessitent de l'innovation, des institutions de confiance, et une exécution dirigée par les Africains. Ce partenariat pionnier avec



Les participants à la cérémonie posent pour une photo de famille après la signature de l'accord.

la BRVM reflète l'engagement d'Africa50 à mobiliser des capitaux nationaux et régionaux, à construire des partenariats solides et à développer des solutions reposant sur le marché qui produisent à la fois un impact et des rendements durables. » Africa50 est un investisseur et gestionnaire d'actifs créé par les chefs d'État africains et la Banque africaine de développement (BAD). Sa mission est de développer et de financer des

projets d'infrastructures à fort impact en mobilisant des capitaux publics et privés, tout en assurant un rendement attractif pour les investisseurs.

Africa50 compte actuellement 37 actionnaires, dont 33 pays africains, la BAD, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Bank Al-Maghrib et la Public Investment Corporation (PIC).

Joseph MB

Accès aux logements sociaux, comment la BOAD agit-elle ?

Dans l'espace UEMOA, la pénurie de logements à prix abordables est préoccupante. Selon la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH-UEMOA), il faudrait construire 800 000 unités chaque année pour répondre à la demande. Or, d'après un expert de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), moins de 100 000 logements sociaux sont effectivement réalisés, relevant chaque année l'écart déjà considérable entre les besoins et l'offre du marché.

Le déséquilibre s'accroît encore dans un contexte d'urbanisation rapide. « Dans un contexte de forte urbanisation, de nombreuses familles rencontrent encore des difficultés pour accéder à un logement abordable et de qualité », alerte la BOAD.

L'institution sous-régionale, qui compte l'immobilier et l'habitat social parmi ses cinq axes prioritaires du Plan Djoliba 2021-2025, met en œuvre des actions substantielles pour faire face à ce défi. À travers ses canaux de communication, elle rappelle

les grandes lignes de son engagement :

« La BOAD agit concrètement aux côtés des États et du secteur privé pour financer les études de faisabilité économiques, techniques d'avant-projet détaillé et d'impact environnemental et social de projets de logements abordables ; soutenir la construction de logements sociaux et économiques dans les zones urbaines en forte croissance ; promouvoir des constructions durables et respectueuses de l'environnement ; assurer la viabilisation des sites par la réalisation des Voiries et Réseaux Divers : eau, électricité, assainissement, transports ; et faciliter l'accès au crédit immobilier afin de permettre l'accès à la propriété des ménages à revenus modestes. », précise la banque régionale.

La BOAD a rappelé plusieurs projets qu'elle a soutenus et des perspectives dans le domaine de l'habitat social dans l'espace UEMOA :

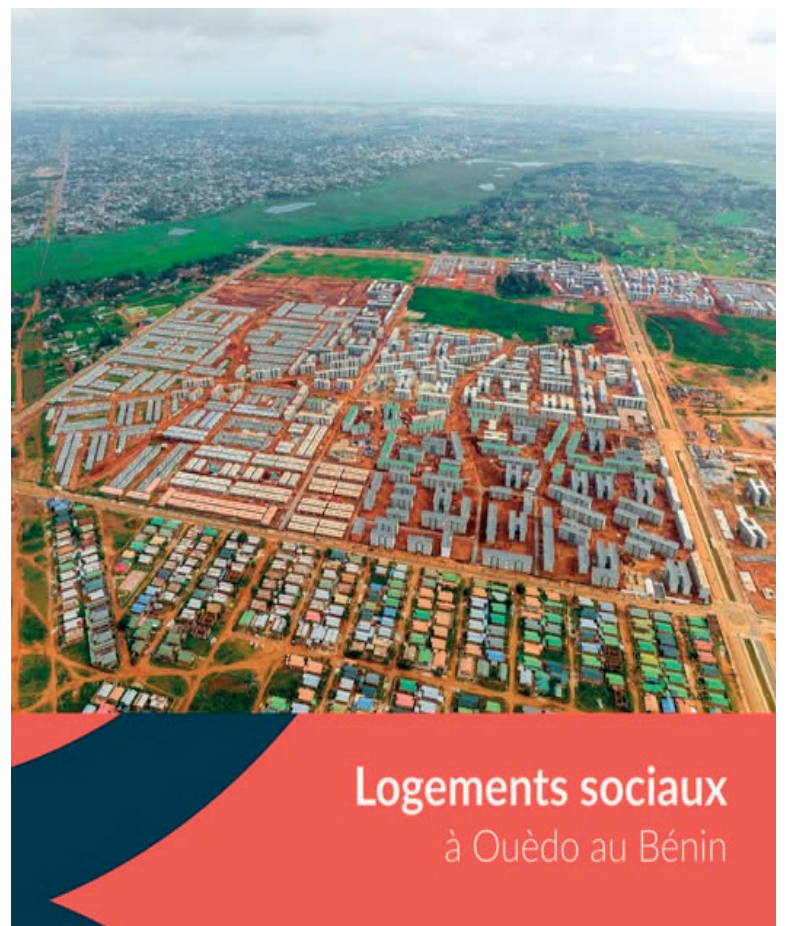
Togo : Mise en place d'une avance de fonds d'un montant de 600 M FCFA pour la réali-

sation des études du projet de construction de 20 000 logements sociaux et économiques à Kpomé au Togo ;

Bénin : Projet de construction de 10 849 logements sociaux à Ouèdo quartier d'Abomey-Cavali, avec un engagement de 100 000 M FCFA pour le financement de la construction de 3 035 logements sociaux et économiques et la viabilisation des sites y afférents ;

Mali : Appui au programme de construction de 25 000 logements sociaux à Samanko, avec un financement de 25 000 MF-CFA pour la construction de 1 085 logements à Samanko ;

Côte d'Ivoire : Appui au Programme Présidentiel de construction de 100 000 logements, à travers la réalisation de 4 300 logements sociaux et économiques, répartis sur trois villes : 2 360 logements à Abidjan-PK 24, 420 à Yamoussoukro, et 1 520 à Bouaké. Le projet inclut également la viabilisation des trois sites. Le montant global de l'engagement de la BOAD pour le financement de ces 4 300 logements est estimé à environ 150 000 M F CFA, dont



Maquette du projet de construction de logements sociaux à Ouèdo, au Bénin

80 000 M FCFA déjà mobilisés pour les 2 360 logements en cours de construction à Abidjan. Les prochaines phases de Bouaké et Yamoussoukro font actuellement l'objet d'une instruction active, en vue de la mise en place du financement permet-

tant le démarrage des constructions cette année 2025.

Des projets similaires sont en cours d'instruction pour un montant total de 160 000 M FCFA au Sénégal, au Niger, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

JMB

La CEDEAO a 50 ans : la BIDC célèbre l'événement

Le 28 mai 2025 marque les 50 ans d'existence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En tant qu'institution financière de la Communauté, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a organisé une célébration spéciale à son siège de Lomé, ce mardi 27 mai.

L'événement a rassemblé les principaux dirigeants du groupe bancaire régional, des chefs d'entreprises partenaires et d'autres invités de marque. Il a permis de rendre hommage au parcours collectif de la banque et de souligner sa contribution significative au développement de l'Afrique de l'Ouest.

Moctar Coulibaly, Secrétaire Général de la BIDC et représentant du Président du Groupe, a déclaré : « Nous célébrons aujourd'hui non seulement cinq décennies de collaboration, mais nous réfléchissons également aux progrès accomplis et au chemin à parcourir. Depuis sa création, la CEDEAO a évolué en surmontant des obstacles pour être une force au service de la croissance économique des États. La BIDC est fière d'être au cœur de l'inclusion et des transformations. »

Organisée sur le thème « 50 ans d'intégration régionale : partenariats publics et privés pour un avenir commun en Afrique de l'Ouest », la rencontre a été l'occasion de revisiter la mission et la vision de la BIDC, de présenter sa contribution au développement de la sous-région et de mettre en avant des partenariats concrets entre acteurs publics et privés.

À cette occasion, le groupe bancaire a réaffirmé son engagement envers le secteur privé, qu'il considère comme essentiel à la transformation économique régionale. M. Coulibaly a précisé : « Ce thème est un appel à l'action. Nous devons reconnaître que sans le secteur privé, il n'y a pas d'innovation, et sans le leadership du secteur public, il n'y a pas d'opportunités pour passer à l'échelle supérieure. La BIDC est le trait d'union entre les deux, en mobilisant les capitaux, en réalisant des investissements et en catalysant le changement. Qu'il s'agisse de financer les énergies renouvelables, de soutenir la croissance agro-industrielle ou de construire des routes, notre mission est la même : investir dans la construction d'une Afrique de l'Ouest meilleure. »

Une institution de finance-

ment du développement au service de la communauté

Créée en 1975 sous l'appellation Fonds de Coopération, de Compensation et de Développement de la CEDEAO, la BIDC est devenue opérationnelle quatre ans plus tard, en 1979. Depuis lors, la banque a connu de nombreuses transformations et réorganisations internes pour devenir le groupe unifié qu'elle est aujourd'hui, au service des quinze États membres.

Au cours des cinq dernières décennies, la CEDEAO a œuvré pour favoriser la libre circulation des biens et des personnes et pour soutenir le développement de la sous-région. À ce titre, elle a engagé 4,5 milliards USD auprès des secteurs public et privé, dans des domaines aussi variés que l'énergie, les transports, la santé, l'agriculture et l'éducation.

Le représentant du président de la BIDC a souligné : « Grâce à ses interventions, la Banque a contribué à la création de milliers d'emplois, à la facilitation des échanges transfrontaliers et à l'accroissement de l'accès aux services essentiels. »

Le Togo, l'un des 15 États membres de la CEDEAO, a bénéficié du financement de la BIDC à travers plusieurs projets. Les engagements de la BIDC au Togo s'élevaient à 181 024 642 970 FCFA fin mars 2025. Les domaines d'appui du groupe dans le pays incluent l'énergie, le transport, le développement rural et l'hôtellerie.

Perspectives : la BIDC, moteur de transformation pour la Vision 2050 de la CEDEAO

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) entend désormais dépasser sa mission de simple financement de projets.

« Nous aspirons à être un moteur de transformation, tout en orientant les ressources vers la concrétisation de la Vision 2050 de la CEDEAO, qui prône une croissance inclusive, un développement durable et une intégration régionale accrue », ont indiqué les premiers responsables du groupe bancaire.

La BIDC collabore actuellement avec ses partenaires pour accroître l'accès aux énergies renouvelables afin de combler le déficit électrique, renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises (PME), véritables piliers des économies régionales, et financer les corridors de transport stratégiques, tant ferroviaires que routiers, pour réduire les coûts

du commerce intrarégional. Elle vise également à consolider les systèmes de santé pour mieux répondre aux besoins des populations croissantes, et à développer la capacité agro-industrielle afin d'améliorer la sécurité alimentaire, tout en stimulant la croissance économique et en améliorant les moyens de subsistance.

Au 31 décembre 2023, le capital autorisé de la Banque s'élevait à

2,5 milliards d'unités de compte (UC), soit 3,5 milliards de dollars US. Ce capital est détenu à 70 % par les acteurs régionaux (les 15 États membres de la CEDEAO), et les 30 % restants, soit environ 750 millions d'UC (1,05 milliard de dollars US), sont ouverts à la souscription pour les non-régionaux. À fin décembre 2023, seuls les actionnaires régionaux avaient souscrit au capital.

La BIDC intervient sous diverses formes, notamment par des prêts directs à long, moyen et court terme, des prises de participation, l'octroi de lignes de crédit et la mise en place d'accords-cadres de refinancement. Elle procède également à l'émission et à la garantie d'emprunts, d'obligations, de bons et de titres, et mène des opérations d'ingénierie et de services financiers.

LIVRE BLANC 2024

Les recommandations de L'AGET pour dynamiser le tourisme

L'AGET, Association des Grandes Entreprises du Togo, a publié en mars dernier son Livre Blanc 2024. Ce guide de réflexion examine tous les secteurs de l'économie pour proposer des recommandations en vue d'améliorer la compétitivité de l'économie togolaise pour les quatre prochaines années.

Les réflexions de l'AGET, à travers l'édition 2024 du Livre Blanc, visent aussi à orienter les investissements et politiques publiques vers des secteurs clés susceptibles d'accélérer la croissance économique et le développement du Togo.

Cette édition porte ainsi une attention particulière sur l'agriculture et l'agro-industrie, le port et les services portuaires, la logistique et le transport, l'industrie, les industries extractives (mines), le tourisme, l'hôtellerie et la culture, qui pourraient connaître un développement important.

Le tourisme, un levier de croissance forte

Atteindre une contribution du tourisme à 6,2 % du PIB à l'horizon 2025, c'est le défi que s'est fixé le Togo. C'est une forte croissance projetée, alors qu'en 2022, le secteur participait déjà à hauteur de 4,2 % au PIB.

Le Livre Blanc relève que « le tourisme a été, depuis les années 1980, un levier de croissance forte et un véritable catalyseur de l'économie nationale avec plus de 15 milliards de francs CFA de recettes touristiques en 1989 et plus de 6 000 emplois directs générés ».

Il souligne qu'un document de Politique Nationale du Tourisme (PNT) a été élaboré en 2011 et que le gouvernement a inscrit le tourisme dans sa Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025, à travers

le projet P19, avec pour ambition d'attirer et d'accueillir en moyenne un million de touristes internationaux par an. Un atout majeur : le Togo est un pays naturellement touristique et chaque région du pays recèle des sites et monuments reconnus à l'international.

Le Livre Blanc constate une hausse du flux touristique et des recettes : on est passé de 200 000 touristes en 2010, avec une recette de 51,7 milliards FCFA, à un pic de 876 000 touristes en 2019 avec des recettes de 153,9 milliards FCFA, avant que les chiffres ne s'effondrent avec la crise sanitaire de 2020.

Mais parmi les facteurs qui entravent la promotion du secteur, le Livre Blanc relève : l'insuffisance de l'offre touristique au Togo, les potentialités touristiques peu valorisées, la répartition inégale de l'offre hôtelière avec une concentration à Lomé, l'insuffisance de données statistiques sur le secteur. Un bon état des voies de communication et la qualité des infrastructures conditionnent aussi l'activité touristique.

Bénéficiant de réels atouts touristiques, le secteur touristique a pourtant de beaux jours devant lui. L'AGET, dans son Livre Blanc 2024, émet neuf propositions pour développer le secteur.

Le Livre Blanc propose de diversifier et renforcer l'offre, notamment « par la création de circuits thématiques (écotourisme, tourisme culturel, aventure, bien-être) et l'organisation d'événements et festivals annuels pour promouvoir les traditions et les spécialités locales ». Il suggère aussi de mobiliser le secteur privé pour valoriser les infrastructures touristiques : « L'État doit solliciter des projets innovants auprès du secteur privé pour

la reprise et la modernisation des infrastructures hôtelières publiques, notamment l'hôtel Tropicana, l'hôtel Palm Beach et l'hôtel de la Paix, mais aussi dans les villes de l'intérieur. Ces infrastructures pourraient être transformées en complexes hôteliers de luxe ou en centres dédiés au tourisme médical ». Il faudra aussi faire naître des projets sportifs tels que des parcours de golf, des centres de natation et des complexes pour des sports collectifs.

En outre, le Livre Blanc propose d'aménager et de dynamiser des sites lacustres comme la lagune de Bè, le lac Togo et les îles Guins à Aného, et de valoriser les potentiels touristiques locaux à travers une stratégie de marketing territorial ciblée.

Parmi d'autres recommandations, le Livre Blanc encourage des investissements ciblés pour rénover des routes et infrastructures d'accès aux sites touristiques, notamment dans les régions éloignées.

D'autres propositions encouragent à décentraliser l'offre hôtelière et à inciter l'investissement dans les régions, surtout à travers la construction de structures d'accueil dans les zones moins desservies, en dehors de Lomé, et à renforcer aussi la sécurité sur les sites.

L'AGET préconise également le renforcement de la collecte et de l'analyse des données statistiques et conclut ses propositions par celle d'une mise en place d'une politique touristique ambitieuse.

En rappel, le Livre Blanc de l'AGET reflète la vision des chefs d'entreprise concernant l'environnement économique et le climat des affaires du pays.

JMB

ISUZU : des camions poids légers, « taillés pour l'Afrique » disponibles chez Diwa International

Fin mars dernier, le concessionnaire automobile Diwa International a présenté deux nouveaux modèles de camions ISUZU : les QLR 4x2 de 4,1 tonnes et QMR 4x2 de 5,2 tonnes. Avec ces nouveautés, la société entend répondre à la demande du marché togolais en matière de transport professionnel, en misant sur la robustesse, la rentabilité et la maniabilité.



La façade avant d'un camion poids légers d'ISUZU

Déjà reconnue pour la qualité de ses produits, la marque japonaise ISUZU renforce ainsi sa présence au Togo avec des camions spécialement conçus pour les réalités africaines. « Ce soir, nous lançons spécialement les camions de 4,1 tonnes et 5,2 tonnes. Ces véhicules polyvalents peuvent être transformés en plateau, cargo ou camion frigorifique, et conviennent à tous les secteurs d'activité », a confié Lashuana Asare, Responsable Auto et Clientèle de Diwa International, lors d'un cocktail d'affaires à Lomé le 27 mars.

Elle ajoute : « Leur principal atout réside dans leur maniabilité. Ils se fauillent aisément dans la circulation, contrairement aux camions de gros tonnage souvent ralentis par les embouteillages. Ces petits camions sont également idéaux pour des trajets relais entre deux points. Grâce à leur faible tonnage, ils garantissent rapidité et efficacité. »

Technologie, sécurité et confort

La série Q, notamment, introduit des innovations notables comme l'amélioration de la visibilité dans la cabine, grâce à une large fenêtre réduisant les angles morts. Le volant réglable améliore également le confort et l'ergonomie de conduite.

« Le modèle ISUZU QMR est un camion solide, fiable et parfaitement équilibré, idéal pour les entreprises ayant besoin de transporter certaines charges. De plus, les pièces d'origine disponibles garantissent une adaptation parfaite et une optimisation des coûts de maintenance », explique Mme Asare.

Même constat pour le Directeur général de Diwa International, Émile Athiley : « Avec leurs châssis renforcés, leurs moteurs puissants et économes, ainsi que leurs technologies éprouvées, chaque composant des camions ISUZU est optimisé pour garantir des performances constantes et une maintenance simplifiée. Cette fiabilité réduit non seulement les temps d'immobilisation, mais également les coûts d'exploitation. »

Une large gamme pour tous les usages

Au Togo, Diwa International distribue plusieurs gammes de camions ISUZU. Les séries N et Q (poids légers) sont équipées de moteurs 4 cylindres turbocompressés et offrent une capacité de charge de 4 à 8 tonnes. Les séries F (poids moyens) disposent de moteurs 6 cylindres et couvrent des charges de 11 à 25 tonnes. Enfin, les camions lourds des séries C et E, conçus pour le transport de 40 à 80 tonnes, sont dotés de moteurs



Les participants réunis pour une photo de famille après le cocktail

puissants à intercooler.

Taillés pour l'Afrique

Dans un document adressé à sa clientèle africaine, ISUZU met en avant sa philosophie de conception : « Nous partons du principe selon lequel les véhicules africains doivent être d'une solidité à toute épreuve, tout en présentant un rapport poids/puissance équilibré. Cela garantit à tout possesseur d'un ISUZU une tranquillité à vie », souligne la marque. Et d'ajouter : « Seuls les utilisateurs de véhicules ISUZU peuvent comprendre que la durabilité est notre marque de fabrique. ISUZU : taillé pour l'Afrique. »

Diwa International, un acteur clé du secteur de la mobilité

Leader du marché togolais,

DIWA INTERNATIONAL est le distributeur officiel de plusieurs marques de renom : ISUZU (Japon), CHEVROLET (États-Unis) et MG (Royaume-Uni). Elle propose une gamme variée de véhicules : SUV, pick-up, camions, bus et utilitaires. Parmi les modèles phares figurent le SUV MU-X, le pick-up D-MAX, les CHEVROLET Trailblazer et Captiva, ainsi que les berlines et coupés MG 5, MG RX5 et MG RX8.

L'entreprise mise aussi sur un service après-vente de qualité, avec un accompagnement personnalisé, des techniciens qualifiés et des prestations fiables.

Bien plus que des véhicules

Diwa International est aussi le distributeur exclusif des lubrifiants TEXACO et ENGEN-AT-

LANTIC, réputés pour leur efficacité dans les secteurs automobile, maritime et industriel. L'entreprise propose des pièces d'origine constructeur, des pneus neufs et divers accessoires.

Créée en 2011, la société est une filiale du Groupe OSEOR SA. Elle s'est diversifiée dans les dérivés pétroliers, les technologies, les solutions innovantes et les équipements agricoles. Grâce à des partenariats avec plusieurs institutions financières locales, elle offre par ailleurs des solutions de financement souples, facilitant l'accès à l'acquisition de véhicules neufs pour les particuliers comme pour les entreprises.

Armand K.

IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Récépissé N°0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018



Directeur Général
Tété B. MENSAH-BOBOE
Boboejoseph@gmail.com
Tél : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant
Jean-François Pollet

Directeur de publication
ANIK Koffi Amen
Tél : +228 91024439

Comité de rédaction
Joseph Mensah-Boboe
Anika Koffi Amen (Amen le Saint)
ESSESSI Émile Credo
Armand K

Mise en page
A. Maxime (+228 91 08 91 02)

Imprimerie
Light Print, Qt Forever
1000 exemplaires

Service commercial
+228 70353590 / 93231786 / 79483748

Distribution
Damali Kossi

Contact
Avépozo Ibomonou
Tél : (+228) 70353590 / 93231786

Trucks for life

ISUZU

QMR



**BIENTÔT
DISPONIBLE**






 ISUZU by Diwa
  Diwa International
 info@diwa.tg
  +228 92 22 75 75 / 22 61 27 78 / 77

